

Tribune libre

Appel unitaire pour le 19 mars : la victoire des Guadeloupéennes et des Guadeloupéens en appelle d'autres. (17.03)

Appel unitaire pour le 19 mars : la victoire des Guadeloupéennes et des Guadeloupéens en appelle d'autres. Face à Sarkozy et au MEDEF amplifions la mobilisation !

90.000 chômeurs de plus le mois dernier, 350.000 supplémentaires déjà pronostiqués par les statistiques officielles, pas une semaine sans l'annonce de nouveaux plans de licenciements...

Chaque jour qui passe confirme l'ampleur et la gravité de la crise qui pèsent sur la population à commencer par les salariés du public et du privé, les chômeurs et les retraités.

Chaque jour qui passe confirme aussi le danger qu'il y aurait à laisser se poursuivre la mise en œuvre des choix du gouvernement actuel qui, loin de combattre les racines de cette crise, continue au contraire de l'alimenter, continue de nous la faire payer et s'enfonce dans une dérive autoritaire pour imposer ses choix !

L'argent, par milliards d'euros, continue de circuler à sens unique : tout pour les financiers et les grands patrons, les miettes pour le monde du travail !

Les robinets sont grands ouverts pour éponger les pertes des Caisses d'Épargne et des Banques populaires sur les marchés financiers spéculatifs et financer leur fusion en nommant un PDG sous contrôle de l'Élysée. Ils le sont encore pour renflouer les groupes automobiles en les laissant continuer à licencier et à développer le chômage partiel (20 000 suppressions d'emplois annoncées !). Mais ils sont fermés pour l'université et la recherche, l'hôpital et la santé, le logement social, les salaires et les retraites, l'ensemble des services publics

Cela suffit ! C'est socialement intolérable, économiquement inefficace et politiquement inadmissible.

Ce n'est pas au monde du travail, à la population de payer la crise! La journée du 29 janvier comme le mouvement aux Antilles, en Guyane et à la Réunion portent clairement ce message et l'exigence d'un changement de cap, notamment sur les questions des salaires, de l'emploi et des services publics.

Les mobilisations imposent de premiers reculs au gouvernement.

Nous saluons la victoire des Guadeloupéens notamment sur l'augmentation de 200 euros pour les bas salaires et sur les mesures contre la vie chère. Nous saluons le mouvement à l'université qui a obtenu le gel, pour deux ans, des suppressions de postes d'enseignants-chercheurs.

Plus légitime que jamais, l'exigence de choix politiques, économiques, écologiques et sociaux différents grandit dans le pays, en Europe et dans le monde. Elle conteste et combat les logiques de la mondialisation capitaliste, les appétits de profits et de rendements financiers exorbitants et la mise en concurrence basée sur le dumping social et fiscal.

Des mobilisations importantes continuent de se déployer et de se renforcer. C'est vrai dans l'université, la recherche, la santé, la poste et d'autres secteurs publics. C'est vrai dans de très nombreuses entreprises privées où les plans de licenciement, de chômage partiel et de compression salariale frappent quotidiennement. Tout cela confirme le besoin d'unité pour construire le rapport de force le plus large.

Si la grève en Guadeloupe a fini par être entendue, la surdité du Président de la République, du gouvernement et du Medef à l'égard des revendications que la journée d'action unitaire du 29 janvier et les grèves dans l'ensemble des Antilles et à l'île de la Réunion ont portées, continue.

Dans ces conditions, les organisations syndicales ont unanimement confirmé la tenue d'une grande journée de grèves et de manifestations le 19 mars prochain.

Conscientes que l'unité est une force essentielle face à l'obstination gouvernementale et patronale, comme le montre le mouvement des Antilles, les organisations de gauche signataires de ce texte appellent à soutenir et à amplifier ces mobilisations, à réussir le 19 mars une très grande journée de protestation et de propositions, plus forte encore que celle du 29 janvier.

Elles souhaitent contribuer, dans la diversité de leurs positions, à amplifier dans ces mouvements, le débat et l'action sur les nouveaux choix politiques alternatifs aux logiques actuelles nécessaires et utiles pour répondre aux mobilisations sociales.

Cela concerne notamment l'opposition aux suppressions d'emplois et à la précarisation, dans le privé comme dans le secteur public, l'augmentation des salaires, du SMIC, des minimas sociaux et des retraites. La défense et le développement des services et de l'emploi publics ; la réorientation des richesses du pays vers le développement de productions et de services susceptibles d'engager notre pays dans un tout autre mode de développement fondé sur la satisfaction des besoins sociaux dans le respect des équilibres écologiques.

Signataires : Les Alternatifs, le NPA, le PCF, le PCOF, le PG, le PS, le MRC La Fédération, la CNCU, ADS, Alter-Ekolos-Ecologie Solidaire.